



Texte  **ECONOMIE** vendredi 03 décembre 2010

# La Banque centrale européenne prolonge ses mesures exceptionnelles de soutien

Mathilde Farine



Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, considère que les gouvernements  
(Francfort, 2 décembre 2010 – © Hannelore Foerster/Bloomberg)

**Politique monétaire L'institution a annoncé la poursuite de ses rachats d'obligations souveraines et des prêts aux banques. Une initiative qualifiée de «suffisante» par les experts. Les taux des pays en difficulté se sont détendus**

Face à la crise de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) a prolongé ses mesures de soutien. Lors de la conférence de presse, qui a suivi sa réunion de politique monétaire jeudi à Francfort, elle a annoncé son intention de poursuivre ses rachats d'obligations souveraines, sans préciser de montants. La BCE a également décidé de prolonger son dispositif de refinancement à taux fixe et illimité sur trois mois pour les banques jusqu'à fin mars 2011. Elle va aussi rallonger sa principale opération de refinancement (MRO) et son opération à un mois à taux fixe et montant illimité «aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 12 avril 2011», selon Jean-Claude Trichet, président de l'institution.

## Changement de ton

Il s'agit d'un changement de ton depuis la dernière réunion, début novembre, au cours de laquelle l'institution avait évoqué la possibilité de commencer à limiter l'accès à son financement. Le discours de l'institut monétaire était très attendu, quelques jours après l'annonce des détails du plan d'aide de l'Union européenne et du Fonds monétaire international à l'Irlande. «L'incertitude est

élevée», a jugé Jean-Claude Trichet. Néanmoins, les marchés attendaient des mesures plus drastiques de la part du grand argentier. La veille, des rumeurs de rachats de titres souverains à hauteur de 1000, voire 2000, milliards avaient circulé.

Même si l'issue de la réunion a pu décevoir certains, la stratégie de la BCE a du sens, estime Bruno Jacquier, économiste à la Banque Privée Edmond de Rothschild. Pour l'instant, la banque centrale a acquis pour 67 milliards d'euros (88,2 milliards de francs) de dette publique, en grande partie avant l'été. Elle a ensuite fait une pause, puis racheté quelques milliards au cours des trois dernières semaines.

Si la BCE fait un geste pour calmer la crise, on reste loin des mesures annoncées par la Réserve fédérale. L'institution américaine avait annoncé début novembre un programme de rachats de titres souverains de 600 milliards de dollars. La zone euro n'a cependant pas forcément besoin d'une intervention aussi musclée: «La dette arrivant à échéance en 2011 et la nouvelle dette des pays les plus en difficulté – l'Irlande, le Portugal et la Grèce – devraient atteindre environ 140 milliards. Si la BCE acquiert la moitié, cela devrait être suffisant pour faire baisser les taux», juge Bruno Jacquier. Jean-Claude Trichet a par ailleurs précisé que «nous ne faisons pas de «quantitative easing» (assouplissement quantitatif)». Il a tenu à souligner une différence capitale avec la politique menée par la Fed: la BCE, elle, retire les liquidités injectées dans le système pour éviter une hausse de la masse monétaire en circulation – et ainsi un éventuel risque d'inflation.

### **Emission réussie en Espagne**

Les marchés ont bien accueilli la décision de la BCE. Les places boursières européennes ont progressé de 2% en moyenne, tandis que les taux des emprunts sur dix ans se sont repliés. L'euro a également grimpé face au dollar, atteignant 1,3243.

Hier, l'Espagne a pu lever des capitaux à un taux plus élevé. Le Trésor a réuni 2,47 milliards d'euros de titres à trois ans, en échange d'un taux moyen de 3,717%, contre 2,527% lors de la précédente émission, début octobre. Un rendement toutefois moins élevé que celui – 3,970% – qui prévalait mercredi à la clôture. Les gouvernements ont «un clair besoin de renforcer la confiance dans les finances publiques», a déclaré Jean-Claude Trichet.